

POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris – Tél : 01 48 01 88 20
E-mail : poi@fr.oleane.com – www.partiouvrierindependant-poi.fr

De toutes parts, effarement et colère contre l'incurie et les incohérences du gouvernement

Communiqué du POI du 3 novembre 2020

Mercredi 28 octobre, Macron a décrété le reconfinement. En mars et avril derniers, la population a été confinée par le gouvernement, avec des conséquences sociales dévastatrices. Des centaines de milliers de travailleurs parmi les plus précaires, du jour au lendemain, ont tout perdu. Le journal *Le Parisien* du 3 novembre indique par exemple qu'en septembre 2020, l'Île-de-France comptait 100 000 chômeurs de plus qu'en décembre 2019.

UNE NOUVELLE FOIS LE CONFINEMENT

Ce 28 octobre, Macron, une nouvelle fois, a décidé le confinement. La population est assignée à résidence, sauf... pour aller travailler.

On ne peut plus se déplacer, circuler librement, on ne peut pas sortir à plus d'un kilomètre de chez soi, mais on peut s'entasser dans le métro et les transports en commun pour se rendre au travail. Le gouvernement profite du reconfinement pour aller plus loin dans les attaques contre les libertés. Les mesures d'exception de l'état d'urgence sont rétablies. Le droit de se réunir, de se rassembler, de manifester est suspendu aux pouvoirs spéciaux des préfets.

Alors qu'au même moment, des centaines de milliers d'emplois sont menacés d'être supprimés par le capital financier, par les grands groupes à qui le gouvernement offre des milliards pour qu'ils licencient.

Alors qu'au même moment, le gouvernement, profitant du régime d'exception de l'état d'urgence, peut, à grands coups d'ordonnances, tailler dans le droit du travail.

C'EST LE GOUVERNEMENT QUI EST RESPONSABLE DE L'ENGORGEMENT DES HÔPITAUX

Pour justifier sa décision de reconfiner, le gouvernement explique qu'il faut éviter la saturation des hôpitaux.

Mais qui est responsable de cette situation ?

Ce gouvernement a supprimé 7 500 lits dans les hôpitaux en deux ans. Depuis mai, a-t-il pris la moindre mesure pour renforcer l'hôpital ? Non, il a continué comme si de rien n'était à fermer des lits d'hôpitaux, y compris de réanimation. Une grande partie des lits et services fermés en mars pour faire face au Covid n'ont jamais rouvert. Au lieu de porter à 130 le nombre de recrutements de médecins réanimateurs lors de la dernière promotion afin de maintenir le nombre de lits actuels, le gouvernement a bloqué le nombre à 70. Aujourd'hui ce sont 600 lits de réanimation qui sont fermés faute de personnel. Dernière nouvelle : le gouvernement et la direction de l'AP-HP viennent de décider de fermer les urgences de l'Hôtel-Dieu à Paris !

Ce n'est pas le virus, c'est la politique de ce gouvernement, dans la continuité de ses prédécesseurs tous au service du capital, qui est responsable de l'engorgement des hôpitaux.

Cherchant à masquer sa responsabilité, le gouvernement a décidé le confinement. Les petits commerces doivent fermer, mais pas la grande distribution ou Amazon qui voit ses profits exploser. Des milliers de petits commerçants, d'artisans, leurs employés parmi

lesquels de nombreux petits boulots, de professionnels du spectacle, sont menacés d'être acculés à la ruine, de basculer dans la misère. Mais les milliards continuent à pleuvoir sur les grands groupes capitalistes qui restructurent à tout va pour se débarrasser de leurs concurrents les plus faibles.

Depuis plusieurs jours, malgré l'inquiétude légitime, la défiance et aussi le rejet montent dans la population. Des réactions de plus en plus nombreuses de médecins mettent en doute le bien fondé et la cohérence de ces décisions, pointent la responsabilité du gouvernement dans la situation des hôpitaux. Dans les hôpitaux et les Ehpad, par des AG, des grèves « spontanées », les mobilisations se poursuivent pour défendre les conditions de travail, les services menacés.

Dans le même temps, de nombreux maires s'opposent ouvertement au gouvernement en prenant des arrêtés pour autoriser l'ouverture des commerces de leurs communes.

MALGRÉ L'INQUIÉTUDE LÉGITIME, LA DÉFIANCE, LE REJET MONTENT

Depuis la rentrée scolaire du 2 novembre, dans des dizaines et des dizaines d'établissements scolaires, les personnels se sont réunis en AG, ont décidé la grève ou des débrayages, pour exiger la création massive et urgente des moyens nécessaires. Dans différents établissements, ce sont également les lycéens qui ont pris part à la mobilisation.

De plus en plus de voix montent également contre la prorogation de l'état d'urgence sanitaire, à l'image de la Ligue des droits de l'homme (LDH) qui, la veille de la déclaration de Macron, caractérisait une décision « *qui tend à installer la France sous un régime dérogatoire du droit commun et liberticide* ».

« CETTE DÉFIANCE (...) REPRÉSENTE UN RISQUE QUI N'EST PAS SANS RAPPELER LES GILETS JAUNES » (LE PARISIEN, 31 OCTOBRE)

Au même moment en Europe, à Naples, Barcelone, Milan, Turin, Burgos, Madrid, etc., des manifestations spontanées, massives, éclatent contre les mesures de confinement. Comme le dit cette banderole vue dans une manifestation à Barcelone : « *Ce n'est pas un confinement, c'est une guerre contre les pauvres.* »

C'est bien ce vent de révolte qui effraie le gouvernement. C'est ce qui donne à toutes ses décisions un caractère de panique.

Le POI appelle l'ensemble de ses militants à discuter de tous ces éléments. À partager cette discussion avec des milliers de travailleurs et de jeunes au travers de la diffusion du journal *Informations ouvrières*, qui semaine après semaine reprend toutes ces informations et discussions, pour aider à nourrir les processus en cours, aider à organiser la résistance.

Dans ces conditions le POI apportera son plus grand soutien à la réussite de la convention nationale du CNRR le 21 novembre. ■